La Turquie dans l'U.E. : de gré ou de force

25/05/2009 à 18h43

A partir du premier juillet, la Suède assurera la présidence de l'Union européenne. Son ministre des Affaires étrangères, Carl Bildt, est très favorable à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Il le déclare sans ambiguïté dans une interview au Figaro.



Êtes-vous inquiet pour les pays Baltes, l'Europe centrale et les Balkans ?

La situation économique est marginalement moins menaçante qu'il y a deux mois. Elle est préoccupante en Lettonie. En Ukraine, les défis sont considérables. Dans les Balkans, il n'y a pas de risque de guerre, mais la crise peut relancer le nationalisme. ***Pour éviter cela, il faut éviter d'arrêter l'élargissement de l'Union européenne,*** *même si ces pays-là ont beaucoup de chemin à faire avant d'adhérer à l'UE.*

Cet impératif concerne aussi la Turquie ?

Oui. Absolument. L'Europe a un intérêt stratégique de premier ordre à ce que la Turquie s'oriente vers elle. Si nous fermions la porte à la Turquie, nous encouragerions les tendances nationalistes dans une autre direction et nous enverrions un signal très négatif au reste du monde.

Si la Turquie entre dans l'Union, elle en sera le pays le plus peuplé et aura donc un poids politique considérable…

Je comprends que cela inquiète. ***Tous les élargissements ont suscité des craintes et des oppositions. Ils ont tous été un succès.*** *Je ne pense pas que cela soit parvenu à son terme.*

L’Europe s’est transformée à chaque élargissement, mais elle est aujourd’hui globalement plus efficace que jamais. (…) ***Dans les décennies à venir, nous aurons besoin du dynamisme économique et démographique de la Turquie. Avec la Turquie, l’Europe peut être un facteur significatif de réconciliation avec le monde musulman.****(…)*
(Source)